

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



Avril 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

Bonjour,

Le mois de mars s'est malheureusement révélé riche en mauvaises nouvelles. Le moral des Canadiens, en particulier les dirigeants de PME, est au plus bas. Les signes d'un net ralentissement économique se multiplient chez notre voisin du Sud. L'économie européenne risque fort de demeurer au point mort en 2025, si les États-Unis lui imposent bel et bien de nouveaux droits de douane. Le Royaume-Uni est au bord de la « stagflation » (stagnation de l'activité et hausse de l'inflation). Quant à la Chine, elle multiplie les contacts commerciaux à l'étranger dans l'espoir de gagner son terrible bras de fer contre l'administration Trump.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼
LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En mars, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur passer de 1.4478 à 1.4394. Les ventes au détail ont enregistré en janvier un recul de 0.6%, à 69.4 milliards CAD, selon Statistique Canada. Le mois précédent, elles avaient connu une progression de 2.6%. À noter que la plus forte baisse a été observée au Québec, avec une chute de 2.7%.

Les concessionnaires de véhicules neufs (-3.2%) et les détaillants de pièces, d'accessoires et de pneus automobiles (-2.8%) ont subi des baisses majeures de leurs ventes. Idem pour les supermarchés et autres détaillants d'alimentation (à l'exception des dépanneurs) (-3.4%). Pour février, Statistique Canada anticipe un nouveau recul des ventes de détail au pays, de l'ordre de 0.4%. Une étude de la Bank of America Securities s'inquiète de l'avenir sombre qui attend l'économie canadienne en 2025, si jamais la guerre commerciale lancée par l'administration Trump venait à perdurer. La croissance du produit intérieur brut (PIB) du Canada ne devrait progresser que de 1.5% en 2025, alors que la précédente prévision de la banque d'investissement américaine anticipait une hausse de 2.4%. En 2026, le Canada devrait tomber en récession, avec une fonte du PIB d'environ 2.2%.

Inflation, récession, chômage... Le Canada se résoudra-t-il à subir une crise aussi douloureuse? Les experts de la Bank of America Securities ne le croient pas, considérant que le gouvernement canadien fera tout son possible pour apaiser les tensions économiques avec son voisin du Sud. « Nous allons sûrement assister à une renégociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) peu après les élections fédérales canadiennes », avancent-ils, en soulignant que « l'ACEUM 2.0 devrait être nettement plus avantageux pour les Américains ». Face à tant d'incertitudes, le moral des dirigeants de PME s'effondre au Canada. L'indice à long terme du Baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), qui repose sur les prévisions de performance des PME sur 12 mois, a enregistré sa plus forte baisse depuis sa création en 2000. En mars, il n'était que de 25, après avoir chuté de 24.8 points en un mois. Jamais un score n'a été aussi bas, y compris lors de la pandémie de 2020, de la crise financière de 2008 et des attentats du 11 Septembre.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY, qui mesure la valeur du dollar américain par rapport à un panier de devises étrangères, a reculé en mars de 106.75 à 104.33. La Réserve fédérale (Fed) redoute un ralentissement de la croissance et une hausse de l'inflation aux États-Unis, en raison essentiellement de la politique protectionniste du président américain Donald Trump. Le produit intérieur brut (PIB) américain ne devrait connaître cette année qu'une progression de 1.7% alors que la prévision précédente de la Fed était de 2.1%. Quant à l'inflation, elle devrait culminer à 2.8% en 2025, loin de la cible de 2% visée par la Fed.

Pour l'heure, la Fed prévoit toujours deux baisses de ses taux directeurs cette année, tout en prévenant que la situation pourrait « évoluer rapidement » dans les mois à venir. En mars, la banque centrale américaine a maintenu inchangés ses taux directeurs, dans une fourchette comprise entre 4.25% et 4.50%. Sa prochaine décision sur les taux d'intérêt doit survenir le 7 mai. « Le nouveau gouvernement s'est lancé dans des réformes politiques majeures dans quatre domaines : le commerce, l'immigration, la fiscalité et la régulation », a dit Jerome Powell, le président de la Fed, en soulignant que cette opération est « source d'un haut niveau d'incertitudes. »

Le président américain Donald Trump avait affirmé que son premier jour de mandat marquerait le début d'un « Âge d'or » pour les États-Unis. En mars, il a dû déchanter au vu des mauvais indicateurs économiques (hausse du chômage, hausse de l'inflation, etc.), et a déclaré qu'il lui faudrait, en fait, « six mois à un an » pour rendre l'économie américaine « radieuse ». Mais il semble être le seul à y croire : la majorité des analystes américains parlent plutôt d'un « risque réel de stagflation » (stagnation de l'activité et hausse de l'inflation), voire de « récession » dans les prochains trimestres. Chose certaine, le moral des Américains est au plus bas. L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a reculé de 7 points en février, à 98.3. C'est son plus mauvais score depuis quatre ans. À noter que, pour la première fois depuis juin dernier, l'indice des anticipations est passé sous le seuil de 80, « signe habituel d'une prochaine récession », souligne Stéphanie Guichard, économiste du Conference Board.



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La paire de devises EURUSD a augmenté le mois dernier, passant de 1.0486 à 1.0787. L'activité du secteur privé dans la zone euro a atteint en mars son plus haut niveau en sept mois, l'indice composite culminant à 50.4 (un score au-dessus de 50 signale une croissance de l'activité), selon l'enquête préliminaire PMI de S&P Global et Hamburg Commercial Bank (HCOB). Le sous-indice de la production industrielle est ainsi retourné en territoire d'expansion pour la première fois en deux ans, ayant bondi en un mois de 48.9 à 50.7.

Autre signe encourageant : les entreprises de la zone euro se sont remises à embaucher. L'indice composite de l'emploi est passé en un mois de 49.2 à 50.1 ; c'est la première fois en huit mois qu'il franchit la barre du 50. « Nous pouvons considérer l'évolution de ces indicateurs comme l'amorce d'une reprise économique dans la zone euro », dit Cyrus de la Rubia, économiste en chef de la HCOB. Toutefois, des nuages noirs se profilent à l'horizon : le président américain Donald Trump menace de faire du 2 avril le « Jour de la Libération » des États-Unis. À partir de cette date, tout produit entrant sur le territoire américain devrait recevoir le même niveau de taxation que celui appliqué par le pays en question sur les produits américains qui y sont exportés. Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), a averti qu'une guerre commerciale à grande échelle avec les États-Unis pourrait nuire « considérablement » à l'économie européenne, et entraîner une « flambée de l'inflation » dans la zone euro.

Christine Lagarde estime que des droits de douane américains de l'ordre de 25% sur les importations en provenance d'Europe pourraient réduire la croissance de la zone euro d'environ 0.3 point de pourcentage, la première année. Des mesures de rétorsion de l'Union européenne (UE) pourraient porter cet impact à un demi-point de pourcentage. Le coup serait rude, car l'économie européenne s'est retrouvée au point mort en 2024 et nombre d'analystes espéraient un maigre retour à la croissance en 2025, de l'ordre de 1% selon les économistes du Crédit Agricole, mais il se pourrait par conséquent que le redémarrage ne se produise pas vraiment.



GBP



ZOOM SUR ▼
LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la paire GBPUSD a vu sa valeur croître de 1.2699 à 1.2899. La Banque d'Angleterre prédit un pic d'inflation britannique de 3.75% au troisième trimestre de cette année ; en janvier, l'inflation était à 3%. De son côté, la Deutsche Bank estime que l'inflation britannique pourrait carrément culminer à 4% durant une grande partie de 2025. C'est que le Royaume-Uni fait face à « une profonde incertitude » due à la politique protectionniste du président américain Donald Trump, considère Sanjay Raja, économiste de la Deutsche Bank.

Selon Tom Pugh, économiste du cabinet-conseil RSM, le Royaume-Uni devrait entrer en « stagflation » (stagnation de l'activité et hausse de l'inflation), cette année. « Une fin d'année 2024 au ralenti, un début d'année 2025 poussif et la menace de droits de douane imposés par les États-Unis ont réduit tout espoir d'une année plus positive que l'année précédente », note-t-il, en avançant que la croissance du produit intérieur brut (PIB) britannique ne devrait pas dépasser 1% en 2025.

D'autres facteurs semblent jouer en défaveur du Royaume-Uni. Un exemple frappant concerne la hausse imminente des cotisations patronales, annoncée pour avril par le gouvernement travailliste de Keir Starmer. L'association de professionnels des ressources humaines Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) estime qu'une PME sur trois va ainsi voir bondir les coûts de sa masse salariale au point de devoir arrêter de recruter, voire licencier. « Les intentions d'embauche sont d'ores et déjà affaiblies sur l'ensemble du marché du travail, et nous nous attendons à ce que cela persiste durant les mois et les trimestres à venir », dit Yael Selfin, analyste du cabinet-conseil KPMG.

Une « double peine » semble même s'annoncer pour les secteurs d'activité où les salaires minimums sont fréquents, comme l'hôtellerie et le commerce de détail, ajoute Yael Selfin. Outre la hausse des cotisations salariales, le mois d'avril devrait en effet voir une augmentation significative du salaire minimum. « La table semble bel et bien mise pour une paralysie durable de l'économie britannique », conclut Richard Carter, analyste de la société d'investissement Quilter Cheviot.



CNH



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire USDCNH a fluctué en mars entre 7.2147 et 7.3080. Le président américain Donald Trump a promis une vague de nouveaux droits de douane à l'encontre des exportations chinoises qui entreraient en vigueur le 2 avril. Ceux-ci devraient s'ajouter aux droits de douane de 20% qu'il a décrétés le mois dernier, auxquels la Chine a répliqué en instaurant des droits supplémentaires sur nombre de produits agricoles américains.

Le bras de fer commercial est devenu si intense entre les deux plus grandes puissances mondiales que la Chine s'est lancée dans une opération de séduction auprès des autres pays victimes de la politique protectionniste de l'occupant de la Maison-Blanche. Beijing a ainsi organisé un forum d'affaires visant à dynamiser les investissements étrangers sur son territoire ; y ont notamment participé des PDG comme Tim Cook (Apple), Cristiano Amon (Qualcomm), Pascal Soriot (AstraZeneca) et Amin Nasser (Saudi Aramco). « Les Chinois ne demandent qu'à consommer, et les entreprises étrangères auraient tort de ne pas chercher à en tirer parti », a dit Wang Shouwen, le vice-ministre du Commerce, en marge de l'événement. Et de souligner que la Chine est disposée à « s'ouvrir comme jamais » aux investissements étrangers dans toutes sortes de secteurs d'activité, « aussi bien l'hôtellerie que l'immobilier », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le Japon, la Corée du Sud et la Chine se sont réunis à Tokyo afin de voir ensemble comment ils pourraient dynamiser leurs échanges économiques, « dans un contexte d'incertitude mondiale croissante ». « Grâce à nos vastes marchés respectifs et à nos forts potentiels de croissance, nous pouvons exercer une influence majeure sur l'économie mondiale », a dit à cette occasion Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères. Les trois nations asiatiques totalisent une population de 1.6 milliard d'habitants et une production économique annuelle dépassant les 24 000 milliards USD, a-t-il indiqué. Selon Tang Yao, professeur d'économie à l'Université de Beijing, la stratégie chinoise est simple. Il s'agit de stimuler l'économie chinoise de l'intérieur, par l'entremise de nouveaux investissements étrangers, et de l'extérieur, grâce à la création de nouveaux pôles économiques en Asie du Sud-Est. « L'objectif est clair : contrecarrer les plans de l'administration Trump, par tous les moyens possibles », dit-il.



COMMO



ZOOM SUR ▼
PÉTROLE

PLUS DE DÉTAILS

Ces 12 derniers mois, le baril de pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) a perdu 16% de sa valeur, aujourd'hui à 71.20 USD, selon Trading Economics. Son sommet historique a été atteint en juillet 2008, à 147.27 USD. La plupart des analystes s'attendent à voir son prix naviguer dans les mêmes eaux dans les mois à venir : par exemple, les experts de Trading Economics voient le baril WTI à 68.44 USD à la fin du premier trimestre et à 68.91 USD dans 12 mois.

C'est que des forces contraires devraient globalement s'annuler, se traduisant par une relative stabilité du prix du pétrole tout au long de l'année. L'OPEP+, qui regroupe les 13 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et 10 autres pays producteurs, dont la Russie, devrait ainsi procéder en mai à une seconde hausse consécutive de sa production, de 135 000 barils par jour (b/j). Cela devrait a priori inciter le prix du baril à diminuer, mais il faut savoir que cette décision va à l'encontre de la tendance plus large de l'OPEP+, qui a consisté à réduire sa production de 5.85 millions de b/j depuis 2022. Selon Andrew Botterill, analyste, énergie, de Deloitte Canada, la poussée actuelle, qui va en sens contraire de la poussée générale depuis près de trois ans, devrait se traduire par une relative stabilisation du prix du pétrole.

Cela étant, il suffirait d'un rien, ou presque, pour changer la donne. Un exemple frappant : le président américain Donald Trump a menacé à la fin de mars d'imposer des droits de douane de 25% à tout pays achetant du pétrole et du gaz vénézuéliens. Cette déclaration vise à réduire une source majeure de revenus pour le régime socialiste de Nicolás Maduro, tout en accentuant la pression sur la Chine, acheteur majeur de brut vénézuélien et déjà visée par des droits de douane généralisés de 20%. Si la mesure entrait bel et bien en vigueur, cela pourrait perturber les chaînes mondiales d'approvisionnement en pétrole, et par suite, pousser à la hausse le prix du baril, estiment les experts de Trading Economics. « Chose certaine, les incertitudes se multiplient autour du pétrole, et rien ne dit que cela ne pourrait pas finir par se traduire par un choc que personne n'aurait vraiment vu venir », conclut John Kilduff, fondateur du cabinet-conseil Again Capital.





L'IA chinoise révolutionne le télémarketing

En Chine, des agents d'intelligence artificielle (IA) sont si avancés que chacun d'eux est capable d'effectuer quelque 100 000 appels téléphoniques par jour pour vendre n'importe quel produit ou service. Une telle performance est, bien entendu, hors de portée d'un vendeur humain affecté à un centre d'appels. La voix de ces agents d'IA paraît si humaine et la discussion est si fluide et si pertinente que ceux qui répondent à l'appel ont réellement l'impression d'avoir affaire à un vendeur humain. Il suffit à l'IA de poser quelques questions simples pour deviner si son interlocuteur humain est un potentiel acheteur, et surtout, pour identifier les arguments susceptibles de le convaincre d'acheter. De surcroît, les coûts d'opération d'un agent d'IA sont dix fois moindres que ceux d'un vendeur humain œuvrant en centre d'appels.

Source : Pengpai Xinwen.

Lien : [ICI](#)

Greenpeace condamnée pour diffamation

Aux États-Unis, Greenpeace a été condamnée à verser 665 millions USD à Energy Transfer, un exploitant d'oléoducs. Un jury du Dakota du Nord a en effet reconnu l'organisation environnementaliste coupable de diffamation à l'égard de l'entreprise américaine, à la suite des propos qu'elle a tenu à son encontre lors des violentes manifestations de 2016 et de 2017 contre le projet Dakota Access Pipeline. Greenpeace entend faire appel de ce jugement, considérant qu'il vise avant tout à la « faire taire ».

Source : The Washington Post.

Lien : [ICI](#)

” LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

